

**Bourse Uemoa**

La BRVM ouvre sa séance du Jour  
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente. (Page 07)

**Commerce** (Page 08)

Xi Jinping vante «l'ouverture» de la Chine

Le dirigeant chinois a donné jeudi un discours contre le protectionnisme à l'ouverture du Forum économique...

**Étude** (Page 08)

Deux villes suisses parmi les plus chères du monde

La pandémie de coronavirus a pesé sur le classement des cités les plus chères du globe.



**Association des Bourses africaines**

(Pages 03)

# Dr Edoh Amenounvé reconduit à la tête de l'ASEA



**Bureau pays de la BAD**

(Page 02)

# Wilfrid Paterne Abiola nommé pour le Togo

**119ème CA de la BOAD**

50 milliards FCFA de financement approuvés

Réunis par visioconférence, mardi 24 novembre 2020, les travaux de la 119ème réunion du Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine ... (Page 04)

**Projet WACA RESIP**

Le Comité régional de pilotage a tenu sa 5ème réunion

Le Comité régional de pilotage du Projet d'investissement pour la résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest... (Page 06)

**Développement à la base**

Myriam Dossou-d'Almeida en tournée de supervision

La ministre du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Myriam Dossou-d'Almeida, a entamé, mardi 24... (Page 04)

**Changement climatique**

Des zones agro climatiques bientôt réaménagées au Togo

Les zones agro climatiques du Togo en particulier, dans la partie septentrionale (nord) subiront des actions de réaménagement... (Page 11)

**Taux de change du Fcfa XOF offert par**

Devises	Euro	Dollars US	Yen japonais	Livre sterling	Fran suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham (Eau)
Achat	655,957	549,250	5,295	733,000	604,000	419,250	83,250	149,000
Vente	655,957	556,250	5,355	740,000	610,000	426,250	85,000	152,000

## Bureau pays de la BAD

## Wilfrid Paterne Abiola nommé pour le Togo

La Banque africaine de développement (BAD) annonce la nomination de chefs de bureau pays pour la République centrafricaine, le Ghana, Madagascar, le Mali, la Sierra Leone, le Togo et l'Ouganda, à compter du 1er décembre 2020. Pour le Togo, c'est Wilfrid Paterne Abiola qui est nommé.

● Joël YANCLLO

Le nouveau Chef de bureau pour le Togo de la Banque africaine de développement a pour nom Wilfrid Paterne Abiola. De nationalité française, Wilfrid Paterne Abiola a rejoint la Banque africaine de développement en 1998. Il est actuellement chargé de la gouvernance en chef au sein du bureau de coordination de la gouvernance et de la gestion des finances publiques. Wilfrid possède une riche expérience dans le dialogue politique, la gestion de projets, la gestion et la revue de portefeuilles, la gestion d'études et d'évaluations de programmes, le renforcement des capacités, la gestion axée sur les résultats et la coordination de partenariats. Depuis qu'il a rejoint la Banque, Wilfrid a occupé les fonctions d'analyste des activités opérationnelles (1998-2008) et d'analyste système en chef (2009-2013), au sein du département de la gestion de l'information (CIMM). En 2013, il a été nommé chargé en chef de la gouvernance. Avant de rejoindre la Banque, Wilfrid a travaillé au sein de la société de conseil informatique Matisoft en France en tant qu'analyste (1985-1988). Il a ensuite rejoint la centrale nucléaire EDF de Fessenheim (CCM, CFPI), en tant que consultant de 1989 à 1992. De 1993 à 1994, il a travaillé au sein de BULL. S.A. France Consulting Division, en tant que chef de projet, puis a



été consultant principal pour Oracle Consulting Services à Oracle France, de 1994 à 1998. Wilfrid est titulaire d'un diplôme d'ingénieur en gestion des systèmes d'information du Conservatoire national des arts et métiers de Paris, en France (Cnam Paris, 1994), d'un Master en gestion des systèmes d'information du Cnam Paris (1989) et d'un diplôme de technologie (DUT) en informatique (1984). Pour rappel, en septembre 2019, le portefeuille actif de la Banque africaine de développement (BAD) au Togo est constitué de 15 projets pour un montant total d'engagement d'environ 244 milliards FCFA. Les interventions de la BAD portent sur plusieurs

secteurs dont l'agriculture, l'environnement, le social, les transports. Dans le secteur agricole, l'appui de la BAD se matérialise par le financement des agropoles qui visent la transformation agroalimentaire. Dans le secteur des transports il y a les projets de réhabilitation des routes et des protections côtières concourent à l'amélioration de l'intégration régionale et à la résilience climatique des infrastructures. Dans le secteur social, quatre grands projets sont en cours d'exécution et couvrent les domaines de l'employabilité et l'insertion des jeunes ; l'inclusion financière des femmes vulnérables ; l'intégration de la formation et les reconstructions des marchés.

## AUX DECIDEURS ...

## Le masque fait-il perdre la face ?

Le coronavirus a bousculé les habitudes. Aujourd'hui, la vie au quotidien se passe sous le regard des autres. Couvrir le corps, même en partie, le cacher c'est augmenter la menace, le risque de mésinterprétation des intentions de l'autre, la mésestimation, le risque de perdre la face. La première information que donne la bouche est de savoir qui parle.

Plus largement, toutes les relations sociales se sont modifiées, parce qu'une part des intentions de nos interlocuteurs, que chacun fait passer par des mimiques autour de la bouche ou des messages attendants, le maquillage, une barbe, ont disparu. Un mot sans rictus perd ainsi une large part de son sens. L'origine d'une parole devient difficile à identifier et la situation.

Lorsque l'on perd ainsi la face en public, E. Goffman a analysé combien l'assistance se lance dans ce qu'il appelle des échanges réparateurs : un trait d'humour pour dédramatiser, faire comme si de rien n'était et continuer la conversation, s'excuser. De ce point de vue également, le masque prive d'une arme de réparation majeure des interactions sociales : le sourire.

Le port du masque est devenu à ce point normal que pour beaucoup, il se présente désormais comme une ressource sociale. Si le port du masque altère certaines parties de nos relations, il ne faudra donc pas dramatiser, mais plutôt une fois de plus, souligner la capacité d'adaptation des Humains que nous sommes.

La disparition du bas du visage brouille nos repères, mais ne pas montrer sa bouche expose moins socialement. Ce fait réduit le danger social pour ceux, peu sûrs des manières de se tenir et de réagir en public (les timides, qui sont souvent ceux dont le statut social est incertain) peuvent désormais se taire sans risque.

Richard Sennett analysait, il y a longtemps déjà, la prédominance du regard sur la parole et l'ouïe dans les sociétés urbaines. Le masque amplifie encore le phénomène, jusqu'à ce qu'on pourrait appelé le paradoxe de l'autruche : certains se sentant tellement cachés par le bout de tissus, qu'ils s'octroient le droit de lancer des regards appuyés dans les lieux publics, sans vraiment s'en rendre compte, hommes comme femmes. On se regarde plus aujourd'hui et souvent, avec insistance.

Le regard au centre des interactions sociales devient objet d'attention, surtout pour les femmes, qui font des efforts, une fois encore de manière inégalitaire par rapport aux hommes. Des accessoires comme les lunettes, les caquettes deviennent également objets d'une attention accrue et dialoguent avec le masque. Le bout de tissu devient lui-même un enjeu de communication : le garder neutre ou en faire un objet de mode lorsque nous l'affublons de signes, de symboles. Objet signifiant au cœur de la relation à autrui, il devient ainsi objet identitaire, support de distinction. Ses usages sociaux se multiplient : symbole de générosité lorsqu'il est offert aux personnels soignants, il est aussi devenu rapidement objet de commerce.

Finalement, on ne vit pas si mal avec le masque, on en deviendrait même à l'aise : bailler en public, ne pas se raser, il tient chaud en hiver, il règle même des problèmes d'haleine.

Komlan KPATIDE

## Baromètres Togo

Référentiel	
Valeur	Sources
Superficie : 56 600 km <sup>2</sup>	Populationdata
Population : 7 889 094 habitants (2018)	Banque mondiale
Croissance démographique : 2,42 % / an	Populationdata
Taux de natalité : 33,30 ‰ (2017)	Populationdata
Taux de mortalité : 6,90 ‰ (2017)	Populationdata
Espérance de vie : 65,00 ans (2016)	Populationdata
Déficit budgétaire : 2,1% (2017)	BAD
Smig : 35 000 FCFA (2012)	CCI
Effectif des Agents de l'Etat : 44 504 (2015)	Fonctionpublique
Risque pays (Coface) : C	COFACE
Taux de scolarisation : 83%	INSEED

Pays frontaliers : Ghana, Bénin, Burkina Faso	
Indice de fécondité : 4,38 enfants / femme (2017)	Populationdata

Chiffres clés	
Valeur	Sources
Taux de croissance : 5,1 (2019)	CNC
Pib/hbt : 672 Dollars US	populationdata
Taux d'inflation : 1,7 (2019)	CNC
Balance commerciale : 373.810 millions (2017)	BCEAO
Dettes publiques : 72% du Pib (2018)	FMI
Taux de chômage : 3,4% (2015)	PNUD
Budget national : 1.461,0 milliards F CFA (2019)	MEF
Notation financière : « B » (Mai 2019)	Standard & Poor's
IDH : 0,503 / 1 (2017)	Populationdata

Association des Bourses africaines

# Dr Edoh Amenounvé reconduit à la tête de l'ASEA

Le Directeur Général de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), Dr Edoh Kossi Aménounvé a été reconduit à l'unanimité à la tête du Comité exécutif de l'association des Bourses des Valeurs africaines ou the African Securities Exchanges Association (ASEA), ce mardi 24 Novembre 2020 pour un mandat de deux ans.

• Bernard AFAWOUBO

L'association des Bourses des valeurs africaines a tenu son Assemblée Générale en mode virtuel ce mardi 24 Novembre dernier. A l'issue de cette rencontre, le Dr Edoh, Kossi Aménounvé, Directeur général de la Bourse Régionale des Valeurs Immobilières (BRVM) a été reconduit à l'unanimité Président du Comité Exécutif de l'ASEA (the African Securities Exchanges Association). Il aura comme Vice-président Monsieur Thapelo TSHEOLE, CEO de la Bourse du Botswana. Le nouveau président du Comité sera aidé dans l'exercice de ses fonctions par Thapelo TSHEOLE, CEO de la Bourse du Botswana en qualité de Vice-président. Aussi, il faut souligner que le Comité Exécutif de l'Association est constitué des Bourses de Johannesburg (JSE), de l'Egypte (EGX), du Ghana (GSE), du Kenya (NSE), du Rwanda (RSE), du Botswana (BSE), de la Tanzanie (DSE) et de l'Afrique centrale (BVMAC). Les Bourses africaines ont une capitalisation de 1535 milliards de dollars représentant 65% du PIB du continent au 31 décembre 2019. Prenant la parole après son élection, il a dit toute sa gratitude à

ses pairs pour la confiance placée en lui et réaffirmé son engagement à travailler avec leur appui au rayonnement et au développement des marchés financiers africains. Il a également indiqué sa volonté d'ouvrir des chantiers majeurs au cours de son mandat. Selon, la BRVM, le Dr Edoh Kossi AMENOUNVE lors de cette nouvelle mandature, aura la responsabilité de piloter les grands chantiers en cours notamment la mise en œuvre du projet d'intégration des bourses des valeurs africaines (African Exchanges Linkage Project – AELP), la stratégie de relance post COVID-19, la conduite des discussions de haut niveau des bourses africaines avec la Commission de l'Union Africaine et les organisations régionales africaines, le plaidoyer pour la profondeur et la liquidité sur les marchés africains à travers notamment les privatisations et la sortie des fonds de Private Equity et enfin le renforcement des capacités des acteurs de l'écosystème boursier africain. Pour rappel, après ses études doctorales en finance sanctionnées par un PhD obtenu en 1995 à l'Université Laval au Canada, Dr Edoh Kossi AMENOUNVE a une longue carrière de plus de 20 ans sur les marchés de capitaux successivement en tant que Directeur Géné-



ral de la Société de Gestion et d'Intermédiation du Togo (SGI-Togo), Président d'une Société d'Asset Management, Secrétaire Général de l'Autorité de Régulation du Marché Financier Régional de l'UEMOA (CREPMF) et Directeur Général de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) et du Dépositaire Central/Banque de Règlement (DC/BR) depuis 2012.

**A propos de l'ASEA**  
L'Association des bourses des valeurs d'Afrique

(ASEA) compte 27 bourses de valeurs. Elle vise à développer les échanges entre ses membres, améliorer la compétitivité internationale de ses membres et à fournir

une plateforme pour la mise en réseau et l'échange d'informations. Créé en 1993, l'ASEA travaille à développer le potentiel des marchés de capitaux africains. Sa

vision est de permettre que les bourses de valeurs mobilières d'Afrique soient des acteurs clé de la transformation économique et sociale de l'Afrique à l'horizon 2025.



## Baromètres Togo

Indicateurs de croissance	2018(e)	2019(e)	2020(e)
PIB (milliards USD)	5,35	5,67	6,24
PIB (croissance annuelle en %, prix constant)	4,7	5,0	5,3
PIB par habitant (USD)	668	691	741
Endettement de l'Etat (en % du PIB)	75,715	70,560	64,775
Taux d'inflation (%)	0,4	1,2	2,0
Balance des transactions courantes (milliards USD)	-0,49	-0,45	-0,44
Balance des transactions courantes (en % du PIB)	-9,2	-8,0	-7,0

Source : FMI - World Economic Outlook Database - Octobre 2018. Note: (e) Donnée estimée

Indicateurs monétaires	2015	2016	2017
Franc CFA BCEAO (XOF) - Taux de change annuel moyen pour 1 EUR	631,22	630,86	657,54

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.  
Principaux secteurs économiques

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
Emploi par secteur (en % de l'emploi total)	36,9	17,3	44,9
Valeur ajoutée (en % du PIB)	41,8	17,0	29,8
Valeur ajoutée (croissance annuelle en %)	7,3	2,1	3,3

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.  
Les IDE en chiffres

	Togo	Sub-Saharan Africa	Etats-Unis	Allemagne
Index de transparence des transactions*	7,0	5,0	7,4	5,0
Index de responsabilité des managers**	1,0	4,0	8,6	5,0
Index de pouvoir des actionnaires***	5,0	5,0	9,0	5,0

Source : Doing Business - Dernières données disponibles. Note: \*Plus l'index est grand, plus les transactions sont transparentes. \*\*Plus l'index est grand, plus les managers sont personnellement responsables. \*\*\* Plus l'index est grand, plus les actionnaires ont le pouvoir de défendre leur droit. \*\*\*\* Plus l'index est grand, plus la protection des actionnaires est importante.

## 119ème Conseil d'administration de la BOAD

## 50 milliards FCFA de financement approuvés

Réunis par visioconférence, mardi 24 novembre 2020, les travaux de la 119ème réunion du Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ont débouché sur l'autorisation de nouveaux engagements pour un montant global de 50 milliards FCFA.

● Joël YANCLO

Le Conseil d'Administration de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) s'est réuni en visio-conférence pour sa 119ème session ordinaire, sous la présidence de Serge Ekué, Président du Conseil d'Administration, Président de la BOAD, le 24 novembre 2020. Au cours de cette réunion, le Conseil a examiné et approuvé cinq nouvelles opérations pour un montant de 50 milliards FCFA, portant à 6 228 milliards FCFA, le total des engagements (toutes opérations confondues) de la BOAD depuis le démarrage de ses activités opérationnelles en 1976. Les prêts approuvés portent sur le financement partiel des projets suivants du Projet de sédentarisation des troupeaux de ruminants (ProSeR), Phase 1 en République du Bénin. L'objectif global du projet est de contribuer à l'amélioration des productions animales et à la gestion rationnelle des exploitations. Montant de l'opération : 10 Milliards FCFA ; du Projet de réhabilitation des aménagements hydroélectriques de Sélingué et de Sotuba en République du Mali. L'objectif du projet est de contribuer à la fourniture régulière de l'énergie électrique à moindre coût.



Montant de l'opération : 10 Milliards FCFA ; de la mise en place d'une ligne de refinancement en faveur de la Banque Malienne de Solidarité (BMS) dans le cadre du programme de relance des activités des entreprises de l'UEMOA suite à la crise sanitaire liée à la Covid-19. Montant de l'opération : 10 Milliards FCFA ; de la mise en place d'une ligne de refinancement en faveur de la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA) au Mali, dans le cadre du programme de relance des activités des entreprises de l'UEMOA suite à la crise sanitaire liée à la Covid-19. Montant de l'opération : 10 Milliards FCFA ; de la mise en place d'une troisième ligne de refinancement en fa-

veur de Coris Bank International SA (CBI SA) au Burkina Faso. La ligne est destinée au refinancement de projets d'investissement productifs dans les secteurs éligibles au financement de la Banque et s'inscrit dans le cadre du troisième programme initié par la BOAD et la KfW visant à soutenir les micros, petites et moyennes entreprises de l'UEMOA en améliorant leur accès aux moyens de financement par le canal du secteur bancaire commercial. Montant de l'opération : 10 Milliards FCFA. Le prochain conseil est prévu pour le 8 décembre prochain. Ainsi, à A fin 2020, il y aurait eu cinq sessions en lieu et place des quatre habituelles. Ce qui démontre que les attentes sont nombreuses.



## Développement à la base

## Myriam Dossou-d'Almeida en tournée de supervision

La ministre du développement à la base, de la jeunesse et de l'emploi des jeunes, Myriam Dossou-d'Almeida, a entamé, mardi 24 novembre 2020, une tournée de cinq jours dans trois régions économiques du Togo à savoir maritime, les Plateaux et la Kara. Objectif, visiter les sites des projets & programmes du ministère.



● Nicole ESSO

Durant sa descente sur le terrain, Myriam Dossou-d'Almeida aura à faire une évaluation globale et transversale des différents projets financés ou accompagnés par son ministère. Déjà le mardi 24 novembre 2020, la ministre et la délégation qui l'accompagne ont visité les bénéficiaires du projet d'opportunités d'Emplois pour les Jeunes Vulnérables de Sikpé Adégo. Sur les 70 bénéficiaires THIMO (Travaux à haute intensité de main-d'œuvre) 65 ont entamé leur activité génératrice de revenus. Piloté par l'ANADEB, le projet EJV est initié par le gouvernement du Togo et financé par la Banque mondiale. Il repose sur le développement conduit par les communautés. Dans la région maritime, 1694 jeunes bénéficient des THIMO et 1200 auront des subventions pour développer une activité génératrice de revenus. L'objectif du projet EJV étant de fournir des possibilités de génération de revenus à 14000 jeunes vulnérables dans 150 cantons des 5 régions Togo. Au cours de son périple, la ministre aura à apprécier l'état des infrastructures sociocommunautaires ou socio-éducatives ré-

alisées avec le concours des dispositifs institutionnels ou financiers en place, constater l'évolution des entreprises bénéficiaires des mécanismes comme le FAIEJ, le PAEIJ-SP et autres, rendre visite aux Volontaires Nationaux de Compétence (VNC) déployés dans certaines structures et autres. Des entreprises comme la Nouvelle Société de Commercialisation et de Production Agroalimentaire (NSCPA) SARLU qui est en train d'installer une usine de transformation du manioc accueilleront la

ministre au cours de cette tournée qui devrait s'achever le 28 novembre prochain. Mariam Dossou-D'Almeida s'est satisfaite de sa mise en œuvre de ce programme social, désormais institutionnalisé, qui fournit chaque jour plus de 1,1 million de repas chauds à plus de 13 500 élèves sur toute l'étendue du territoire. Spécifiquement, dans le Yoto, ce sont en moyenne quelque 189 000 repas qui ont été livrés chaque jour à 776 écoliers au cours de l'année scolaire 2019-2020.



## Baromètres Togo

	2016	2017	2018
Investissement Direct Etranger			
Flux d'IDE entrants (millions USD)	-46	88	102
Stocks d'IDE (millions USD)	1.474	1.772	1.790
Nombre d'investissements greenfield***	2	1	2
IDE entrants (en % de la FBCF****)	21,0	n/a	n/a
Stock d'IDE (en % du PIB)	39,7	n/a	n/a

Source : CNUCED - Dernières données disponibles. Note : \* L'indicateur de Performance de la CNUCED est basé sur un ratio entre la part du pays dans le total mondial des IDE entrants et sa part dans le PIB mondial. \*\* L'indicateur de Potentiel de la CNUCED est basé sur 12 indicateurs économiques et structurels tels que le PIB, le commerce extérieur, les IDE, les infrastructures, la consommation d'énergie, la R&D, l'éducation, le risque pays. \*\*\* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère. \*\*\*\* La formation brute de capital fixe (FBCF) est un indicateur mesurant la somme des investissements, essentiellement matériels, réalisés pendant une année.

Indicateurs du commerce extérieur	2015	2016	2017
Importations de biens (millions USD)	2.127	2.382	2.527
Exportations de biens (millions USD)	1.227	1.290	1.138
Importations de services (millions USD)	n/a	397	n/a
Exportations de services (millions USD)	n/a	530	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	13,7	-3,5	3,7
Exportations des biens et services (croissance annuelle en %)	0,2	5,2	0,4
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-1.033	n/a	n/a
Commerce extérieur (en % du PIB)	109,8	105,6	100,0
Importations de biens et services (en % du PIB)	67,6	62,8	59,5
Exportations des biens et services (en % du PIB)	42,2	42,8	40,5

Source : OMC - Organisation Mondiale du Commerce ; Banque Mondiale, dernières données disponibles

## COMISSÃO DA CEDEAO

ECOWAS COMMISSION



COMMISSION DE LA CEDEAO

## PROGRAMME D'APPUI A LA RECHERCHE ET A L'INNOVATION DE LA CEDEAO (PROGRAMME PARI)

CONDITIONS D'APPLICATION 2020  
OBJECTIFS

## FINANCER LES PROJETS DE RECHERCHE PAR APPEL A CANDIDATURE ET EQUIPER LES LABORATOIRES D'EXCELLENCE DE LA REGION

## 1- PRESENTATION

Le Programme d'Appui à la Recherche et à l'innovation de la CEDEAO (PARI) est un programme concurrentiel qui vise à sélectionner les meilleurs projets soumis par les chercheurs par appels à candidatures. Il figure dans le plan d'action de la politique de la CEDEAO sur la Science, la Technologie et l'innovation (ECOPOST) (Axe stratégique 2: activités 2.1.4 ; Axe stratégique 3 : activités 3.1.13 ; 3.2.1 à 3.2.3 ; Axe stratégique 7 : activités 7.1.2 ; 7.1.8 ; Axe stratégique 8 : activités 8.1.1 ; 8.1.2 ; 8.1.5 ) et est en étroite ligne avec le Cadre Stratégique Communautaire (CSC) 2016-2020 de la CEDEAO, la Stratégie de l'Union Africaine sur la Science, la Technologie et l'Innovation (STISA), l'Agenda 2063 de l'Union Africaine et les Objectifs du Développement Durable (ODD-30). Ce programme est mis en œuvre pour apporter une réponse aux nombreux défis du secteur de la recherche (obsolescence et dégradation des équipements et infrastructures, faible production des chercheurs, développement des programmes de recherche régionaux, faible vulgarisation des résultats de recherche, etc.).

## 2- OBJECTIFS

Le PARI poursuit les objectifs spécifiques suivants :

- i- Financer la recherche sur une base compétitive d'appel à candidatures des projets de recherche contribuant à la lutte contre la pauvreté et ayant un impact sur le développement de la région ;
- ii- Favoriser la mobilité des chercheurs à travers le développement des projets régionaux ;
- iii- Apporter des appuis aux laboratoires de recherche en vue de renforcer leurs capacités (Equipements et connectivité) et accès à l'information scientifique ;
- iv- Former des jeunes chercheurs pour assurer la relève scientifique des instituts de recherche de la région.

## 3- BENEFICIAIRES

Le programme PARI alloue des Subventions à deux types de Bénéficiaires :

- Directs : les Consortiums de chercheurs ;
- Indirects : Les Organismes de recherche ou Laboratoires

## 4- ELIGIBILITE DES PROJETS DE RECHERCHE

## 4-1. Conditions de participation

Les Consortiums de recherche doivent respecter les conditions suivantes :

- Respecter les délais de soumission ;
- Avoir leurs Laboratoires ou Organismes de recherche situés dans un pays membre de la CEDEAO ;
- Exercer dans le domaine de la recherche des Sciences, des Technologies et des Innovations ;
- Compétir dans un des champs de discipline défini par le programme ;
- Proposer un projet de recherche intégrateur et communautaire au sens de la CEDEAO ;
- Remplir le formulaire d'Application ;
- Présenter un projet de 10 pages maximum. Le projet doit :
  - Avoir un impact sur le développement de la région ;
  - Contribuer au développement de la Science, de la technologie et favorisant des Innovations par ses résultats ;
  - Intégrer les jeunes chercheurs (doctorant, Chercheurs juniors) avec la prise en compte de la question du genre ;
  - Contribuer à la recherche de solutions durables ;
  - Contribuer à l'acquisition durable d'équipements pour la recherche.

Une lettre d'intention est exigée à chaque chercheur qui accepte de prendre part au Consortium.

## 4-2. Domaines de Recherche/ Activités de

## Recherche

Le PARI subventionne les projets de recherche fondamentale, de recherche industrielle et de développement expérimental, les études de faisabilité technique préalables aux activités de recherche industrielle et de développement expérimental. Chaque année, le PARI subventionne deux (02) projets de recherche dans les disciplines choisies dans les deux (02) domaines suivants :

(a) Sciences de la vie et de la terre : Les Sciences de la Terre englobent toutes les sciences liées à la planète Terre couvrant (mais sans s'y limiter) les disciplines suivantes : la géologie, la géophysique, la géodésie, la paléontologie, etc. Les Sciences de la Vie englobent toutes les sciences portant sur les «organismes» tels que les plantes, les animaux et l'être humain. Cela peut être l'agro technologie, la zootechnie, la phytologie, la biotechnologie, la biologie, la science de l'environnement, la science de l'alimentation, la médecine et le génie tissulaire, etc.

(b) Sciences fondamentales, technologie et innovation : La Science fondamentale, la technologie et l'innovation englobent toutes les autres sciences, technologies et innovations en dehors des sciences couvertes par les Sciences de la Vie et de la Terre. Cela peut comprendre la physique, la chimie, les mathématiques, l'ingénierie (mécanique, électrique, électronique et civile, etc.) l'intelligence artificielle, la science des matériaux, les technologies de fabrication et de production, la Métallurgie, l'Ingénierie textile, l'Energie et les Innovations, etc.

4-3. Projet de Recherche intégrateur et communautaire  
Dans le cadre du Programme PARI, les projets de recherche doivent être intégrateurs et communautaires.

- Les projets soumis par les consortiums de chercheurs sont intégrateurs lorsqu'ils sont élaborés en partenariat avec les chercheurs d'un pays tiers parlant une autre langue officielle de la CEDEAO (Anglais, Français, Portugais). Le projet favorise l'intégration régionale.

- Les Projets soumis par les consortiums sont communautaires au sens de la CEDEAO lorsque les Chercheurs participants au Consortium proviennent obligatoirement des trois (03) zones linguistiques (Anglophone, Francophone et Lusophone) de la CEDEAO.

## 5- PROJETS DE RECHERCHE NON ELIGIBLES

Un Projet avec un « Double financement » : Un même Projet (dans sa globalité ou en partie) ne peut donner lieu à l'octroi que d'une seule subvention à la charge du programme PARI en faveur d'un même Bénéficiaire. Le caractère semblable est établi lorsque deux Projets (dans leur globalité ou en partie) décrivent des objectifs principaux identiques, ou résultent d'une simple adaptation, ET impliquent des équipes majoritairement identiques.

## 6- DEPENSES INELIGIBLES DANS LES PROPOSITIONS

Les dépenses du personnel (salaires, primes et indemnités, etc.), charges sociales afférentes (y compris les cotisations d'assurance chômage ou allocations pour perte d'emploi à l'échéance des contrats concernés) et taxes sur les salaires, indemnités de stage ne sont éligibles dans le cadre de la subvention du PARI.

## 7- MONTANT DE LA SUBVENTION DU PARI

(a) Le programme PARI alloue une subvention chaque année dont le montant est fixé à partir du budget de la Commission et dans le respect des dispositions du Code de Subvention de la CEDEAO.

(b) Pour la session 2020, le programme PARI alloue une subvention d'un montant de deux cent mille dollars (200 000 dollars) par domaine de recherche.

## 8- DISCIPLINES POUR LA SESSION 2020

Le Programme PARI entend mettre un accent sur toutes pandémies ou épidémies en cours ou qui

pourraient survenir dans la région dans l'avenir. A ce titre la recherche à partir de la pharmacopée et les Innovations au plan des services, des procédés, des produits et des technologiques devraient contribuer à apporter des solutions durables aux populations de la région.

Pour la session 2020, les disciplines sont : la Pharmacopée (Sciences de la vie et de la terre) et la Chimie (Sciences fondamentales, Technologie et Innovation).

Subvention Domaine de recherche: Sciences de la vie et de la terre Sciences fondamentales, Technologie Innovation  
Valeur 200,000 US \$ 200,000 US \$  
Disciplines Session 2020  
PHARMACOPEE  
CHIMIE

## 9-DUREE DU PROJET DE RECHERCHE

La durée de la proposition de recherche est de trois (3) ans.

## 10- JURY INTERNATIONAL (COMITE SCIENTIFIQUE DE SELECTION DES PROJETS)

(a) L'éligibilité et l'évaluation des projets sont faites par un jury international conformément aux standards de sélection compétitive des projets, à l'excellence scientifique, à la qualité de construction du projet et à l'impact potentiel du projet décrit au sein d'une proposition détaillée. La sélection des lauréats dans les 2 domaines sera basée exclusivement sur la qualité technique et scientifique du projet conformément aux termes de références du PARI.

(b) Les personnes siégeant dans le Comité Scientifique de Sélection des projets (Membres du Jury International) sont désignées intuitu personæ au plan international par la Commission de la CEDEAO en raison de leurs compétences scientifiques ou techniques de notoriété, d'indépendance, de probité et pour leur vision globale et prospective reconnue dans leur domaine de compétence ou de telle sorte que les décisions prises le soient en prenant en compte une pluralité d'avis différents.

(c) Les résultats définitifs seront communiqués à l'ensemble des consortiums ayant soumis dans le respect des dispositions du Règlement du PARI et du Code de Subvention de la CEDEAO.

## 11- CONDITIONS D'EXECUTION DES PROJETS DE RECHERCHE

11-1. Signature d'une Convention de Subvention  
• Une Convention de subvention du Programme PARI est signée entre la Commission de la CEDEAO et les Consortiums Lauréats du Programme PARI.

- Les Consortiums lauréats s'engagent à réaliser le Projet de recherche avec la participation de l'ensemble de ses Partenaires désignés dans les conditions particulières de la Convention telles que signée avec la CEDEAO sous la direction d'un Responsable scientifique qui est le coordinateur du Consortium.
- Le Coordonnateur du Consortium est un Scientifique (Minimum Maître-Assistant ou Chargé de Recherche) ayant dix (10) d'expérience avérée dans la conduite des programmes de recherche. Il est celui qui signe la convention avec la Commission de la CEDEAO. Il est tenu d'informer l'ensemble de ses partenaires de l'existence de la Convention dès signature par les parties.

- L'élaboration d'un accord de consortium n'est pas nécessaire s'il existe déjà un dispositif intégré faisant l'objet d'un contrat ou d'un contrat-cadre liant les Bénéficiaires.

## 11-2. Accords de Consortium

- Un Accord de consortium est signé par l'ensemble des Partenaires du Projet dès signature de la Convention avec la Commission de la CEDEAO. Cet Accord prévoit les modalités de la coopération et en particulier la répartition des droits de propriété intellectuelle entre Partenaires.

- L'élaboration d'un accord de consortium n'est pas nécessaire s'il existe déjà un dispositif intégré faisant l'objet d'un contrat ou d'un contrat-cadre liant les Bénéficiaires.

## 11-3. Conditions de déboursement de la Subvention

Les conditions de déboursement de la subvention

seront appliquées dans le respect des dispositions du Règlement du PARI et du Code de Subvention de la CEDEAO.

Le taux de déboursement de la subvention aux Lauréats est de :

- 50 % la première année.
- 50 % la seconde année après audit de la première partie du décaissement.

## 12- SECRETARIAT DU PROGRAMME PARI

Le Programme PARI est géré par un Secrétariat situé au sein de la Commission de la CEDEAO. C'est ce Secrétariat qui lance le programme PARI chaque année et met en place le Jury International pour la délibération.

## 13- CEREMONIE DE REMISE DES SUBVENTIONS AUX CONSORTIUMS LAUREATS

La Commission de la CEDEAO remet les prix aux Coordonnateurs des deux (02) Consortiums lauréats dans leurs pays respectifs. La remise du Prix est faite par le Commissaire en charge de l'Education, la Science et la Culture de la CEDEAO en présence du Ministre en charge de la Science et de la Technologie. Le prix est constitué d'un Chèque symbolique sur lequel est mentionné le montant de la Subvention et d'une plaque de reconnaissance.

## 14- LES ETATS MEMBRES DE LA CEDEAO ETATS MEMBRES

Bénin	
Burkina Faso	
Cap Vert	
Côte d'Ivoire	Gambie
Ghana	
Guinée	
Guinée Bissau	Libéria
Mali	
Niger	
Nigeria	Sénégal
Sierra Leone	
Togo	

## 15- DATE LIMITE DE DEPOT DES PROJETS

Les projets devront être soumis dans une enveloppe scellée (un original signé et 3 copies + Copie électronique du dossier dans une clé USB) et portant clairement la mention « Sélection des meilleurs projets dans le cadre du Programme d'Appui à la Recherche et à l'Innovation de la CEDEAO (PROGRAMME PARI) ». Les enveloppes DOIVENT aussi indiquer le nom du soumissionnaire ainsi que la discipline choisie (Pharmacopée OU Chimie).

Les Manifestations d'Intérêt doivent être soumises à l'adresse ci-dessous, au plus tard le Jeudi 10 Décembre 2020 à 11 heures (GMT+1), heure du Nigeria.

NB : les projets devront être soumis sous le format du formulaire d'Application PARI Session 2020.

## 16- ADRESSE

La Boîte de réception des appels d'offres de la CEDEAO est placée au niveau de la Division Passation des Marchés, Direction de l'Administration Générale, 1er étage de la Commission de la CEDEAO, sise au 101 Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, P.M.B. 401 Abuja Nigeria.

## 17- PLUS D'INFORMATION CONTACT :

Les Consortiums intéressés peuvent obtenir de plus amples informations à l'adresse indiquée ci-dessous, durant les jours et heures ouvrables : du lundi au vendredi, de 9 heures à 17 heures (GMT +1) :

Commission de la CEDEAO, Direction de l'Administration Générale, Division des Passations de marchés, N° 101, Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, P. M. B. 401 Abuja, Nigeria ; ou par e-mail en écrivant aux adresses électroniques suivantes : [procurement@ecowas.int](mailto:procurement@ecowas.int), avec copie à [sbangoura@ecowas.int](mailto:sbangoura@ecowas.int) ; [ikkamara@ecowas.int](mailto:ikkamara@ecowas.int) et [rkouakou@ecowas.int](mailto:rkouakou@ecowas.int);

Le présent appel à manifestation d'intérêt peut être consulté sur le site web suivant : <http://www.ecowas.int/doing-business-in-ecowas/ecowas-procurement/>  
Commissaire chargé de l'Administration Générale et des Conférences

## Post COVID-19

## Les forêts sont au cœur d'une reprise verte

Les forêts sont au cœur d'une reprise verte après la pandémie de COVID-19. C'était le message clé qui a émergé lors du compte à rebours de 200 jours avant le 15ème Congrès forestier mondial.



● Junior AREDOLA

L'événement, organisé le 9 novembre par le Service coréen des forêts, visait à attirer l'attention internationale sur le prochain Congrès 2021 à Séoul, sur le thème «Construire un avenir vert, sain et résilient avec les forêts». Dans un message vidéo, l'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a exhorté les nations à «prendre des mesures décisives» contre le changement climatique, qui est alimenté par la destruction des forêts. Il a noté que «le COVID-19 peut être l'une des réponses de la nature à la crise climatique.» Lors de sa cérémonie d'ouverture, Park Chong, le ministre du Service coréen des forêts, a déclaré :

«Les forêts peuvent être une solution impérative à la crise climatique... Le monde devrait travailler ensemble pour parvenir au développement durable.» Julius Chupenzi Tieguhong, directeur des forêts du Centre africain des ressources naturelles de la Banque africaine de développement, a exhorté les dirigeants à réagir à l'impact socio-économique de la destruction des forêts. «Cela nécessite des solutions durables aux niveaux local, national, régional et international», a-t-il déclaré. «L'efficacité des résultats climatiques souhaitables dépendra d'une allocation adéquate des ressources humaines, financières et matérielles, auquel cas le rôle du développement multilatéral (institutions) ne peut être

sous-estimé», a-t-il ajouté. Alors que les pays relèvent les défis créés par la pandémie, ils reconnaissent également les opportunités qu'une telle crise présente pour faire évoluer le paradigme du développement mondial vers une plus grande durabilité et des économies plus vertes et plus inclusives. La gestion durable des forêts peut jouer un rôle vital dans la construction d'économies et de sociétés résilientes capables de résister aux pandémies, aux changements climatiques et à d'autres défis mondiaux. Le Congrès forestier mondial (le lien est externe), le plus grand et le plus important rassemblement du secteur forestier mondial, se tient tous les six ans. Il aura lieu du 24 au 28 mai 2021.

## Afrique

## Les ressortissants de 15 pays devront payer 15 000 \$ de caution pour aller aux USA

Se rendre aux USA sera désormais conditionné au paiement d'une caution allant de 5000 à 15 000 \$. Il est imposé par le gouvernement Trump aux ressortissants de 15 pays africains, dont le taux de violation des délais de visa dépasse les 10%.

L'administration américaine, toujours dirigée par Donald Trump jusqu'au 20 janvier 2021, vient de prendre une décision qui rendra difficiles les voyages vers les Etats-Unis pour les ressortissants de 15 pays africains. Ceux-ci seront désormais contraints de déposer une caution qui peut aller de 5000 à 15 000 \$ en plus des frais de visa. Cette décision est déjà critiquée par plusieurs observateurs qui dénoncent une violation des règles de l'immigration. Mais le département d'Etat américain qui est compétent en matière de services des visas explique que cette décision s'impose à des pays, dont le taux de dépassement des délais de visa sur le sol américain dépasse les 10% des voyageurs. Rappelons que l'administration américaine a au cours des 4 dernières années, pris de nombreuses décisions limitant l'immigration de nombreux Africains. En septembre dernier, le département de la Sécurité inté-



rieur a fait une proposition visant à limiter à deux ans la possibilité de séjour pour certains étudiants de 59 pays dans le monde, dont 36 en Afrique. Au tout début de son mandat, Donald Trump avait décidé de limiter les voyages pour les ressortissants de certains pays africains ; décision qui avait été étendue plus tard aux ressortissants du Nigeria, la première économie du continent en termes de PIB. Les pays africains concernés par la présente mesure sont : l'Angola, la

République démocratique du Congo, le Liberia, le Burkina Faso, Djibouti, la Libye, le Burundi, l'Erythrée, la Mauritanie, le Cap-Vert, la Gambie, Sao Tomé-et-Principe, le Tchad, la Guinée-Bissau et le Soudan. Compte tenu du motif invoqué, il n'est pas certain que le président élu, Joe Biden, va révoquer cette décision, une fois qu'il aura effectivement pris ses fonctions. Notons qu'elle fait figure de test de 6 mois éventuellement renouvelable.

Avec Agence Ecofin

## Projet WACA RESIP

## Le Comité régional de pilotage a tenu sa 5ème réunion

Le Comité régional de pilotage du Projet d'investissement pour la résilience des zones côtières en Afrique de l'Ouest (WACA RESIP) a tenu sa 5ème Réunion ce jeudi 19 novembre 2020 par visioconférence.

● Joël YANCLO

A l'issue des travaux, le Comité Régional de pilotage a approuvé l'état d'avancement des composantes nationale et régionale du projet au 31 octobre 2020, ainsi que le plan de travail et le budget annuel 2021 de la composante régionale du projet, les manuels régionaux d'exécution et de suivi-évaluation et les orientations sur sa redynamisation. Le Comité a également recommandé la poursuite des actions de plaidoyer pour l'adhésion de tous les pays littoraux d'Afrique de l'Ouest au Programme WACA et invité la Banque Mondiale, à conduire, en relation avec la Commission de l'UEMOA, des actions pour la mobilisation de ressources complémentaires pour le financement des infrastructures transfrontalières. Les travaux ont été coprésidés par Jonas GBIAN, Commissaire chargé du Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement et Mohamed Habiboullah Mohamed Ahmed, Directeur Général de l'Investissement Privé et



de la Promotion des Secteurs Productifs du Ministère des Affaires Économiques et de la Promotion des Secteurs Productifs de la République Islamique de Mauritanie. Ont également pris part à cette session, les représentants de la Banque Mondiale, des Institutions partenaires (UICN, Convention d'Abidjan et CSE), de l'Unité Régionale de Gestion du Projet à la Commission de l'UEMOA, le Bureau d'Appui Régional du Projet à l'UICN et les Présidents des Comités nationaux de pilotage dans les six (06) pays bénéficiaires (Bénin, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Togo) et des cadres de la Commission de l'UEMOA. Le projet d'investis-

sement pour la résilience des Zones Côtières en Afrique de l'ouest (WACA ResIP) a démarré ses activités en novembre 2018 est financé par la Banque Mondiale. Le projet d'investissement pour la résilience des zones côtières en Afrique de l'ouest (WACA Resip) appuie la résilience des communautés et des biens côtiers au Bénin, en Côte d'Ivoire, en Mauritanie, à Sao Tomé et Principe, au Sénégal et au Togo. Il est financé par la Banque Mondiale, le Fonds pour l'environnement mondial et le Fonds nordique de développement. La composante "renforcement régional" est mise en œuvre par l'UEMOA avec l'appui de l'UICN en tant qu'agence d'exécution.

## Nigeria

## L'économie pique du nez avec la Covid-19

La première économie africaine, le Nigeria, subit de plein fouet la baisse des prix du pétrole sur le marché mondial. Le pays est officiellement entré en récession pour la deuxième fois depuis 2016 après que son produit intérieur brut (PIB) s'est contracté pour le deuxième trimestre consécutif, selon les nouvelles données publiées par l'Office national de statistique samedi 21 novembre.

Il s'agit de la pire baisse de son économie en près de quatre décennies. Le rapport met en cause la période prolongée de bas prix que traverse le marché mondial du pétrole, accentuée par la situation économique désastreuse née de la pandémie du coronavirus. Pour le plus grand producteur de pétrole en Afrique, les ventes de pétrole représentent 90% des

recettes en devises, même si celles-ci ne représentent que 10% du PIB. Le Nigeria a enregistré deux baisses trimestrielles consécutives de son PIB en 2020 et affiche -6,1% au second trimestre et -3,62% au troisième trimestre. Avant la pandémie, la production du pays représentait une moyenne de deux millions de barils par jour, avec les effets de la pandémie et les bas prix

du pétrole, la production a dégringolé jusqu'à environ 1,4 million de barils. Selon les prévisions de la Banque mondiale, l'économie nigériane devrait se contracter de 3,2% en 2020. Plus alarmiste, le Fonds monétaire international a prévu une baisse de 5,4% du PIB du Nigeria cette année.

Avec financialafrik.com

## Communication

## MTN confie son marketing au groupe Omnicom

Le groupe Omnicom est sorti vainqueur de l'appel d'offres mondial lancé par le géant sud-africain des télécommunications. MTN l'a choisi en tant que fournisseur de services marketing attiré. Une désignation qui vient cimenter un partenariat qui dure depuis 2017. Elle ouvre un nouveau chapitre dans l'histoire de leur collaboration.

De l'avis de Bernice Samuels, responsable marketing du groupe télécom, la concurrence face à Omnicom était rude. Il va même jusqu'à dire que les offres soumises par les candidats étaient d'un « standard exceptionnel » C'est donc avec raison que Luca Gallarelli, le CEO de

l'heureuse compagnie élue, a célébré son équipe. « Nous sommes ravis de cette annonce qui reflète certainement le travail acharné et le dévouement de toute notre équipe. MTN est l'une des plus grandes marques mondiales pour une bonne raison, et nous sommes impatients de travailler avec

elle pour réaliser ses ambitions commerciales dans les années à venir », a-t-il fait savoir. Omnicom a démontré sa puissance créative et son engagement auprès de MTN. Les deux sociétés ont un but commun : contribuer au progrès du continent africain.

Avec afriqueitnews.com

**BRVM 10** 116,12

Variation Jour ↓ -0,60 %

Variation annuelle ↓ -22,12 %



**BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE**

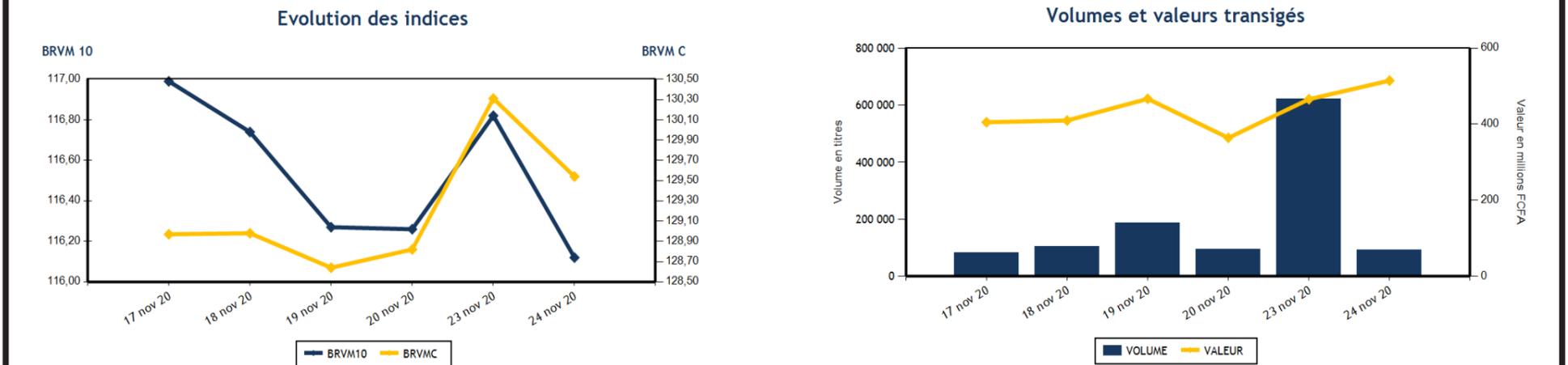
N° 226 mardi 24 novembre 2020

Site : [www.brvm.org](http://www.brvm.org)

**BRVM Composite** 129,54

Variation Jour ↓ -0,59 %

Variation annuelle ↓ -18,65 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	3 892 114 038 961	-0,59 %
Volume échangé (Actions & Droits)	83 554	-86,53 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	428 869 900	-6,31 %
Nombre de titres transigés	39	-4,88 %
Nombre de titres en hausse	11	-42,11 %
Nombre de titres en baisse	18	100,00 %
Nombre de titres inchangés	10	-23,08 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	5 748 471 853 201	-0,02 %
Volume échangé	8 627	1 027,71 %
Valeur transigée (FCFA)	85 442 834	1 026,68 %
Nombre de titres transigés	10	25,00 %
Nombre de titres en hausse	1	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	7	75,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NSIA BANQUE COTE D'IVOIRE (NSBC)	4 965	7,47 %	-23,26 %
SAPH CI (SPHC)	1 490	7,19 %	13,74 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 500	7,14 %	-13,04 %
VIVO ENERGY CI (SHEC)	630	6,78 %	-21,25 %
SODE CI (SDCC)	2 850	5,56 %	1,79 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CFAO MOTORS CI (CFAC)	370	-7,50 %	0,00 %
SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC)	7 000	-6,04 %	0,00 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	450	-5,26 %	0,00 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	195	-4,88 %	0,00 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 200	-4,48 %	0,00 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	35,50	0,65 %	-5,74 %	2 960	2 861 410	64,91
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	350,03	-0,80 %	-29,34 %	43 312	337 183 315	7,94
BRVM - FINANCES	15	54,90	-0,29 %	-9,99 %	31 414	82 142 990	5,92
BRVM - TRANSPORT	2	319,03	-3,26 %	-13,01 %	40	53 210	5,60
BRVM - AGRICULTURE	5	78,64	1,29 %	-8,43 %	2 444	3 517 790	7,48
BRVM - DISTRIBUTION	7	200,57	-2,51 %	-20,80 %	3 384	3 111 185	12,51
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	339,32	0,00 %	12,25 %	0	0	4,27
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	9,53	
Taux de rendement moyen du marché	9,57	
Taux de rentabilité moyen du marché	13,32	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	79	
Volume moyen annuel par séance	238 195,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	686 663 940,22	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	1,95	
Ratio moyen de satisfaction	39,58	
Ratio moyen de tendance	2 033,51	
Ratio moyen de couverture	4,92	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	-1,05	
Nombre de SGI participantes	26	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



**SENEGAL**  
Chambre de Commerce et d'Industrie du Sénégal  
Avenue Charles de Gaulle, Cotonou  
01 BP 3465 Cotonou  
Tél : (229) 21 31 21 90  
Fax : (229) 21 31 20 77



**BURKINA FASO**  
Chambre de Commerce et d'Industrie du Burkina Faso  
01 BP 902 Ouagadougou 01  
Tél : (226) 25 30 87 73  
Fax : (226) 25 30 87 19



**CÔTE D'IVOIRE**  
Bourse Régionale des Valeurs Mobilières  
Plateau, 18 Avenue Joseph Anoma  
01 BP 3002 Abidjan 01  
Tél : (228) 20 31 55 50  
Fax : (228) 20 32 47 77



**GHANA**  
Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Côte d'Ivoire, Avenue Pansau Nana  
CP 86 Sissala  
Tél : (248) 320 18 02 Fax : (248) 320 18 02



**MALI**  
Immeuble SONAFEL, ACI 2000 Hamdallaye  
B.P. E 1368 - Bamako  
Tél : (223) 44 80 18 10  
Fax : (223) 44 80 18 11



**NIGER**  
Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Artisanat de Niamey, Place de la concorde  
BP 12 209 Niamey  
Tél : (227) 25 73 88 02  
Fax : (227) 25 73 88 47



**TOGO**  
7, rue Jean Mermoz  
BP 6056, Dabou - Plateau  
Tél : (228) 22 61 23 16  
Fax : (228) 22 61 23 16



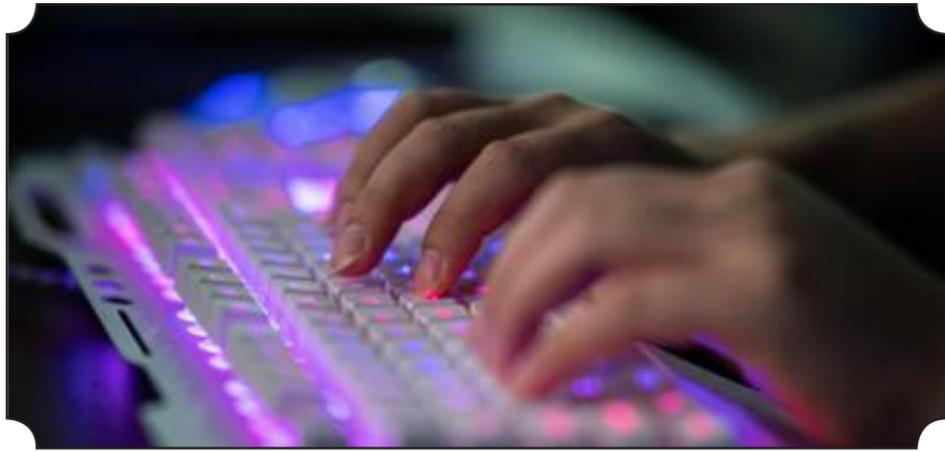
**TOGO**  
4691, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadema, Immeuble SSI Logo  
BP : 3062 Lomé  
Tél : (228) 22 61 23 16  
Fax : (228) 22 61 23 41

**BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES**  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86. Fax : +225 20 32 66 84. Mail : [brvm@brvm.org](mailto:brvm@brvm.org). Site Web : [www.brvm.org](http://www.brvm.org)

## Union européenne

## Bruxelles veut ramener l'ordre dans le «Far West» numérique

Les géants comme Google, Facebook ou Amazon sont accusés de tuer la concurrence, de menacer les libertés et la démocratie. La commission européenne veut légiférer.



**H**aine en ligne et désinformation, pratiques anticoncurrentielles et loi du plus fort... La Commission européenne doit présenter le 9 décembre un projet de législation pour mieux encadrer le monde numérique. Le texte sera étudié et négocié pendant plus de deux ans avec le Parlement et les Etats membres, rendant le résultat final très incertain. Sont visés les géants comme Google, Facebook ou Amazon, accusés de tuer la concurrence, de menacer les libertés et la démocratie. «L'internet ne peut rester un Far west», affirme le commissaire au Marché intérieur, Thierry Breton, qui porte le dossier avec la vice-présidente de la Commission, Margrethe Vestager.

## Haine en ligne et désinformation

L'assassinat en France du professeur Samuel Paty, ciblé sur les réseaux sociaux, a souligné les dangers de l'anarchie numérique. La désinformation via les plateformes avait été dénoncée après l'élection américaine de 2016 ou le référendum sur le Brexit au Royaume-Uni. Sous l'étiquette «Digital Services Act (DSA)», la nouvelle législation imposera «à tous les services numériques le devoir de coopérer avec les régulateurs» pour retirer des contenus dangereux, a expliqué Mme Vestager. Elle imposera des obligations dans la modération des contenus.

## Contrefaçons et produits dangereux

La vente sur internet est propice aux arnaques, et les plateformes sont régulièrement montrées du doigt pour le manque de contrôle sur leurs revendeurs. Sous couvert de bonnes affaires, certains écoulent des contrefaçons et des produits bafouant les normes européennes. Le DSA imposera aux vendeurs en ligne de «mettre en place des procédures simples et claires pour gérer les notifications» de pratiques illégales,

a indiqué Mme Vestager. Ils devront aussi «contrôler l'identité des revendeurs avant de les autoriser sur leur plateforme».

## Des règles visant les géants

La grande nouveauté du règlement sera la création d'interdictions et obligations qui toucheront uniquement les acteurs les plus puissants. Ces règles figureront dans le Digital Market Act (DMA), complément du DSA. «Nous allons augmenter le pouvoir de l'UE de réduire les comportements déloyaux des plateformes systémiques pour que l'internet ne profite pas seulement à une poignée de compagnies mais aussi à de nombreuses petites et moyennes entreprises», assure Thierry Breton. La Commission affirme élaborer «des critères quantitatifs et qualitatifs» pour déterminer les entreprises soumises à ces règles spécifiques. Les mastodontes américains se sentent visés.

## Transparence des algorithmes

Les grandes plateformes devront «fournir plus d'informations sur le fonctionnement de leurs algorithmes», a expliqué Mme Vestager. Elles «devront nous dire comment elles décident des informations et produits qu'elles nous recommandent, et de ceux qu'elles cachent, et nous donner la possibilité d'influencer ces décisions. Elles devront nous dire qui paye pour les publicités que nous voyons et pourquoi nous avons été ciblés». Google est accusé de paramétrer son moteur de recherche pour rendre ses offres plus visibles que celles des concurrents. La nouvelle loi «visera l'interdiction de l'auto-préférence», affirme Mme Vestager.

## Partage des données

Certaines contraintes «concerneront les données et le partage de données», a expliqué la vice-présidente de la Commission. «Les

personnes qui contrôlent les données, contrôlent les algorithmes et donc la nouvelle économie», a expliqué à l'AFP Alexandre de Strel, professeur de droit à l'Université de Namur, spécialiste du numérique. «Si on veut instaurer une concurrence à armes égales, le remède, c'est le partage des données», estime cet expert. L'exécutif européen reste évasif sur les données personnelles. Mais il envisage d'interdire aux plateformes systémiques de profiter des données de leurs clients business pour les concurrencer, comme Amazon est accusé de le faire avec des revendeurs de sa plateforme.

## Interopérabilité

Le phénomène est bien connu des utilisateurs de réseaux sociaux comme Facebook, Instagram ou Whatsapp: il est intéressant d'en faire partie si on peut interagir avec un maximum de gens. Logiquement, des outils qui ne communiquent pas entre eux favorisent la domination de quelques-uns. Solution: permettre aux utilisateurs des petits réseaux de communiquer avec ceux des géants américains. «Une façon d'empêcher les plateformes structurantes d'enfermer leurs utilisateurs pourrait être de rendre plus facile le changement de plateforme ou bien le fait de pouvoir utiliser plus qu'un seul service», a indiqué Mme Vestager.

## Nouveaux outils d'investigation

L'UE peut lancer des enquêtes qui durent des années à partir du moment où elle constate une position dominante. Mais les grosses amendes qui en résultent ne sont pas dissuasives pour les géants du numérique et arrivent trop tard, quand la concurrence a déjà disparu. Mme Vestager proposera de nouveaux outils d'enquête: «l'idée est de pouvoir intervenir sur ces marchés avant que la dominance soit établie».

(AFP/NXP)

## Commerce

## Xi Jinping vante «l'ouverture» de la Chine

Le dirigeant chinois a donné jeudi un discours contre le protectionnisme à l'ouverture du Forum économique Asie-Pacifique.

**L**e président chinois Xi Jinping a présenté jeudi la Chine comme le moteur du commerce mondial, en promettant «d'ouvrir encore davantage les portes» de son économie nationale et en lançant un avertissement contre le protectionnisme. Encouragé par la signature ce week-end du plus grand accord commercial planétaire, promu par son pays, Xi Jinping a déclaré que l'Asie-Pacifique est «aux avant-postes de la croissance» d'un monde frappé par «de multiples défis», dont la pandémie de Covid-19. Dans un discours diffusé en ligne pour l'ouverture du sommet du Forum économique Asie-Pacifique (Apec) organisé par la Malaisie, Xi Jinping a également assuré que la Chine se fera la championne mondiale de «l'ouverture» économique.

## Coronavirus

«L'ouverture est ce qui permet à un pays d'aller de l'avant, alors que l'isolement le freine», a déclaré Xi Jinping dans son adresse diffusée depuis Pékin. Il a ajouté qu'aucune nation «ne peut se développer en maintenant ses portes fermées». Il

## Étude

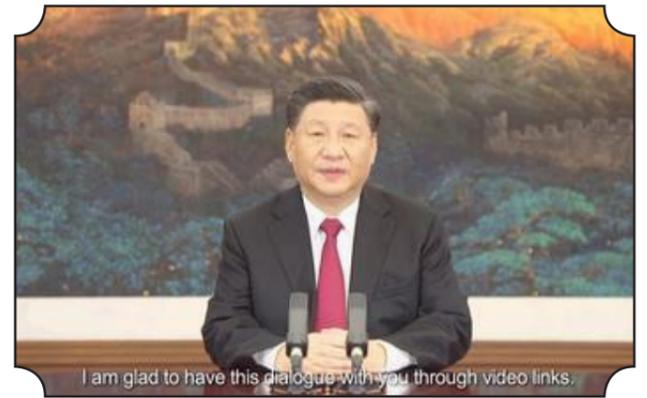
## Deux villes suisses parmi les plus chères du monde

La pandémie de coronavirus a pesé sur le classement des cités les plus chères du globe.

**L'**entreprise britannique d'analyses Economist Intelligence Unit a publié son classement des villes les plus chères de la planète. Et cette année pas de podium traditionnel mais trois cités premières ex æquo: Paris, Hong Kong et Zurich. Pour compléter le top 10 suivent Singapour, Tel-Aviv et Osaka (5e ex æquo), Genève et New York (7e ex æquo) puis Copenhague et Los Angeles (9e ex æquo). L'étude épluche le coût de la vie de plus de 130 villes du globe et un indice est créé à partir du prix de multiples biens et services. Il est basé sur les prix à New York, dont l'indice est de 100. Zurich obtient ainsi cette année un indice de 103, Genève de 100.

## Impact de la pandémie

A l'autre bout du spectre les villes les moins chères de la planète sont Damas, en Syrie (indice de 22), Tachkent, en Ouzbékistan (29) et Lusaka, en Zambie (30). La pandémie de coronavirus a pesé sur le classement, selon ses auteurs. Ainsi Zurich et Paris



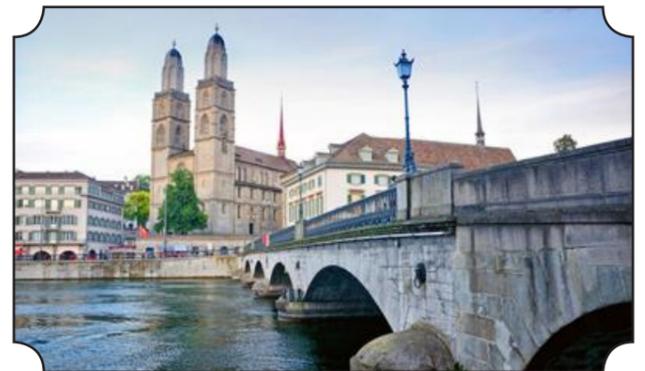
a dénoncé toute idée de «découplage» économique avec les États-Unis, un terme employé par l'administration du président américain Donald Trump, laquelle a imposé à la Chine des droits de douane punitifs et des restrictions sur les technologies. Le «découplage» est supposé réduire drastiquement la dépendance à la Chine de l'économie américaine. Le sommet de l'Apec se tient en ligne cette année pour cause de pandémie de coronavirus. Il réunit les 21 pays du pourtour du Pacifique (dont les deux premières économies mondiales que sont les États-Unis et la Chine). Ces nations représentent au total quelque 60% du PIB mondial. Il n'était pas clair dans l'immédiat si Donald Trump, occupé à contester les résultats de l'élection

présidentielle, prendra part au sommet ou si un haut responsable américain le représentera.

## Promesse récurrente

«Je tiens à rappeler que l'engagement de la Chine en faveur de l'ouverture est fort (...) et qu'elle ouvrira encore davantage ses portes au monde», a par ailleurs souligné le chef de l'État chinois, réitérant une promesse récurrente. Ce sommet de l'Apec intervient une semaine après la signature du plus vaste accord de libre-échange au monde entre la Chine et 14 autres pays d'Asie-Pacifique. Ce Partenariat régional économique global (RCEP), dans lequel ne figurent ni les États-Unis ni l'Inde, est vu comme une victoire pour Pékin.

(AFP/NXP)



ont remplacé Singapour et Osaka en tête des villes les plus chères car l'euro comme le franc suisse se sont renforcés. «La pandémie de Covid-19 a provoqué l'affaiblissement du dollar américain tandis que les devises d'Europe occidentale et d'Asie du Nord se sont renforcées contre lui, ce qui a à son tour modifié les prix des biens et services», a expliqué Upasana Dutt, responsable du coût de la vie dans le monde à l'Economist Intelligence Unit, rapporte CNBC.

## Des prix à la baisse

«Les villes asiatiques ont traditionnellement dominé les classements ces dernières années, mais la pandémie a remanié les positions de cette

édition», a-t-il enchaîné. Singapour, par exemple, a vu ses prix baisser en raison d'un exode de travailleurs étrangers, selon le rapport. «La population globale de la ville-État diminuant pour la première fois depuis 2003, la demande a diminué et la déflation s'est installée», a commenté le spécialiste. Dans l'ensemble selon cette étude les prix des biens et services sont restés relativement stables. Mais certains ont été touchés par l'épidémie de coronavirus, qui a par exemple entraîné une forte baisse des prix des vêtements comme de nombreux produits de luxe ou encore de tout ce qui concerne les activités récréatives.

Lematin.ch

# Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
6ième édition Naturallia	1er au 3 septembre 2020	Canada	<a href="https://naturallia.com/">https://naturallia.com/</a>
4e Conférence mondiale sur le teck 2020	24 au 27 août 2020	Accra, Ghana	Néant
Conférence mondiale sur l'ingénierie du bois 2020	24 au 27 août 2020	Santiago (Chili)	Néant
Salons e-marketing et stratégie clients	1er au 3 septembre 2020	Paris, France	<a href="https://www.emarketingparis.com/">https://www.emarketingparis.com/</a> <a href="https://www.emarketingparis.com/">https://www.emarketingparis.com/</a>
8e Forum mondial sur la durabilité	14 au 19 septembre 2020	Genève (Suisse)	Néant
Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales 2020	21 au 22 Septembre 2020	Paris, France	<a href="http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES">http://www.cites-unies-france.org/10e-rencontres-de-l-AICT-les-2-3-juillet-2019-ACTES</a>
3e Conférence de l'IUFRO sur l'acacia 2020	22 au 24 septembre 2020	Bintulu, Sarawak (Malaisie)	Néant
Forum mondial de l'économie circulaire 2020	29 septembre au 1er octobre 2020	Toronto, Canada	<a href="https://www.economiecirculaire.org/">https://www.economiecirculaire.org/</a>
Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (CdP-26)	9 au 20 novembre 2020	Glasgow (Royaume-Uni)	Néant
Forum biennal mondial de l'investissement de la CNUCED	6 au 10 décembre 2020	Abu Dhabi, Emirats Arabes Unis	Néant
Journées de l'Innovation en Biologie 2020	04 au 05 novembre 2020	Paris, France	<a href="https://jib-innovation.com/">https://jib-innovation.com/</a>
Assises africaines de l'intelligence économique	Février 2021	Congo	<a href="mailto:communication@assises-africaines-ie.org">communication@assises-africaines-ie.org</a>

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Ce sera le moment ou jamais de prendre des initiatives audacieuses sur le plan matériel. Votre habileté en matière d'argent, doublée d'une chance insolente, vous permettra de réaliser des miracles.

**Taureau** Votre secteur argent sera vide d'influences planétaires. Mais cela ne veut pas dire que vous n'aurez pas l'occasion de faire de bonnes affaires. Vous allez bénéficier d'un courant de chance financière grâce au soutien de Neptune. Un conseil : jouez, réclamez les vieilles créances, etc. Ainsi, vous aurez des chances d'avoir une bonne surprise.

**Gémeaux** Vous devrez vous tourner vers des activités plus rentables sur le plan financier. Vous aurez de lourdes dépenses à subir et vous aurez beaucoup à faire pour améliorer votre confort domestique. Les questions d'argent vous rendront anxieux, et votre esprit sera accaparé par vos affaires.

**Cancer** Sous l'emprise de la planète Pluton, vous aurez une terrible envie de gagner beaucoup d'argent et vite. Cependant, l'ambiance astrale générale vous confisquera toute chance pure. Prenez donc garde. Au lieu de risquer vos modestes économies aux jeux de hasard, vous feriez mieux de les déposer dans une caisse d'épargne ou de les investir autrement. Bien sûr, quelqu'un doit gagner gros dans ces jeux, mais il est certain cette fois-ci que ce ne sera pas vous.

**Lion** Vénus vous fera de la morale financière aujourd'hui. Cet astre est partisan inconditionnel de la vertu d'économie et d'une certaine frugalité. Il vous conseillera d'être très attentif aux cordons de la bourse et vous invitera à utiliser sagement votre argent.

**Vierge** Votre équilibre financier est stable, et il va le rester cette fois. Vous n'aurez donc pas de réelles inquiétudes à vous faire. Il faudra toutefois vous méfier de l'impact d'Uranus, qui pourra vous souffler des envies d'achats onéreux et peu utiles. Attention, notamment, aux coups de cœur pour des vêtements très beaux, certes, mais dont vous pourriez parfaitement vous passer.

**Balance** La planète Neptune, bien aspectée, vous prodiguera sa bienveillante protection et vous offrira des possibilités financières amplifiées. Vous serez particulièrement habile dans vos transactions diverses. Une certaine chance aux jeux de bluff, tel le poker, et une chance quasi certaine aux jeux de hasard, tel le Loto.

**Scorpion** Vos finances ne tourneront pas rond aujourd'hui. Ne sombrez pas dans les idées noires pour autant. Les choses s'éclairciront et prendront bientôt une tournure beaucoup plus encourageante. Donc, pas de coups de colère avec des décisions brutales, car vous le regretteriez. Aussi, soyez fourmi plutôt que cigale.

**Sagittaire** Vos nerfs seront mis à rude épreuve, mais c'est vous qui le rechercherez délibérément ; vous prendrez des risques financiers assez importants. Mercure devrait vous aider à arriver à bon port. Cette même planète se montrera favorable aux transactions immobilières.

**Capricorne** Neptune formera des aspects favorables au secteur des biens matériels. Son influence sera efficace ! Gardez-vous cependant d'être trop optimiste en prenant des risques financiers excessifs.

**Verseau** Vénus étant en aspect favorable, tout devrait bien se passer sur le plan financier. Attention, pourtant : la déesse de l'amour, de la beauté et de l'harmonie pourrait pousser certains d'entre vous à dépenser des fortunes pour des soins esthétiques, ou à engager un décorateur pour refaire luxueusement les tapisseries du salon...

**Poissons** Avec Saturne en cette configuration, tous ceux qui ont dernièrement fait preuve d'imprudences en matière financière vont probablement connaître quelques difficultés. Mettez de l'ordre dans vos comptes, et attendez que le Ciel se dégage sans commettre d'autres folies.

## L'économiste du Togo

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières

Email : [leconomistetogo@gmail.com](mailto:leconomistetogo@gmail.com)

Site web : [www.leconomistedutogo.com](http://www.leconomistedutogo.com)

REC N°0602/11/12/19/HAAC

Address AGOE Route de la cour d'Appel ( derrière institut IPP)

Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

### Directeur de publication

Komlan KPATIDE

00228 90 05 05 08

### Rédacteur en chef

Joël YANGLU

00228 97 78 79 07

### Chef d'édition

Yves K.ADJANOUVI

### Rédacteurs

Issa SIKITI da SILVA

Nicole ESSO

Kodji GATOR JOE

Vivien ATAKPABEM

Junior OREDOLA

Bernard D. AFAWOUBO

### Direction commerciale

Madjé Wellda AKUE

00228 97 25 84 84

### Correcteur

Michel Yao AYEVA

### Graphiste

Léon Junho SODEDJI

### Imprimerie

J.C. Inter press

Tirage: 5000



# Société d'Études Topographique Immobilière et d'Expertise Foncière

Foncier - Construction - Location - Vente d'immeuble

## Invite

les togolais au respect des mesures prises  
par le Gouvernement contre le **Corona virus**

# ENSEMBLE, PROTÉGEONS LE TOGO

Les mesures barrières contre  
le coronavirus COVID-19

### SE LAVER

les mains à l'eau et au savon  
fréquemment.



### UTILISER

des mouchoirs à usage unique et les  
jeter immédiatement dans une  
poubelle fermée puis se laver les  
mains

### SE COUVRIR

la bouche et le nez avec le pli du  
coude en cas de toux ou  
d'éternuement.



### LIMITER

les contacts proches. Maintenir une  
distance d'au moins 1 mètre avec les  
autres personnes, en particulier si  
elles toussent, éternuent ou ont de la  
fièvre.



### NUMERO VERT 111

SI VOUS RESSENTEZ DE LA  
FIÈVRE, DE LA TOUX OU  
DES DIFFICULTÉS À RESPIRER.



## A la propagation du Coronavirus au TOGO

Siège : Agoé route de la cour d'appel (derrière IPP Institut)  
Tel 00(228) 22 40 40 48 / 92 06 85 06 E-mail seultogo@gmail.com Lomé

## Projet PDGM

## Les Préfets des régions Maritime et Plateaux outillés

En vue de limiter ces difficultés, le gouvernement avec le soutien de la Banque mondiale promeut une bonne gouvernance du secteur au travers du Projet de développement et gouvernance minière (PDGM) qui a réalisé une évaluation environnementale et sociale stratégique (EES) avec à la clé un cadre de politique de réinstallation des populations affectés par les projets miniers.

Les préfets étant des acteurs importants dans la mise en œuvre de ce cadre sont outillés conjointement avec les agents de l'administration des régions maritime et des plateaux ce mardi à Adeticopé dans la commune d'Agoè Nyivé 6 sur les principes de réinstallation des populations, le contenu du cadre de politique de réinstallation, le plan d'action de réinstallation des projets miniers et enfin le mécanisme de gestion des plaintes et son adaptation aux projets miniers. Selon les explications du Coordinateur du PDGM, Boukari Ayessaki, suite aux difficultés importantes auxquelles les populations minières font face, il faut qu'un mécanisme soit mise en place afin d'atténuer ses difficultés d'ordre environnemental ou social. « Nous avons formulé des recommandations techniques, institutionnelles, réglementaires, législatives et politiques dont l'élaboration d'un cadre de politique de réinstallation des populations (CPRP) qui est un



document élaboré pour tout le secteur minier au Togo. », a-t-il expliqué. Et ajoute-t-il « Il est ainsi un instrument d'atténuation des effets de réinstallation et vise à fournir les règles applicables en cas de réinstallation, à permettre l'identification des individus qui pourraient être affectés par l'exécution des activités d'un projet. Et donc il fallait travailler avec des acteurs au cœur des exploitations minières comme les préfets pour échanger sur le cadre pour voir sa mise en œuvre de manière concrète. » Pour l'expert en sauvegarde environnementale au PDGM, Bala kinbi Abalo, dans l'ex-

ploitation des mines, on a tendance à toucher la terre donc les biens des populations et c'est cela qui a poussé le Projet de Développement et de Gouvernance Minière (PDGM) à mettre en place un cadre fédérateur de politique de réinstallation avec la participation des communautés. Il faut noter que des séances de formation toucheront tous les acteurs clés du secteur minier au Togo qui interviennent dans la mise en œuvre du processus de réinstallation involontaire des populations affectées par les activités minières.

Avec Vert-Togo

## Changement climatique

## Des zones agro climatiques bientôt réaménagées au Togo

Les zones agro climatiques du Togo en particulier, dans la partie septentrionale (nord) subiront des actions de réaménagement. Mieux encore, elles feront l'objet de récupération. Ceci, grâce à des technologies adaptées aux changements climatiques, a confié à vert-togo.com, le Directeur de l'Agriculture et du développement rural de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Alain Sy Traoré.

En effet le Togo tout comme le Bénin, le Burkina Faso, le Ghana et le Niger bénéficie d'une initiative conjointe de la CEDEAO et de la BOAD inédite. L'initiative apporte des solutions techniques et des innovations technologiques pour proposer des adaptations aux petits agriculteurs face aux effets pervers des changements climatiques. « Ce projet mobilise des Fonds d'adaptation de la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Il a un coût total de 14 millions de dollars, US soit 7 milliards de FCFA pour une durée de 3 ans. Le but est d'appuyer le petit agriculteur face aux phénomènes des changements climatiques. Avec les durées de saison de pluie qui ne sont plus les mêmes. », a-t-il détaillé à vert-togo.com De fait, ce projet va renforcer les meilleures pratiques d'adaptation aux changements climatiques dans les domaines de l'agriculture et du pastoralisme aussi bien au niveau local que régio-



nal. Par ailleurs, il sera aussi question de partager les connaissances acquises et diffuser les leçons apprises sur les meilleures pratiques agricoles résilientes liées à une agriculture climatique intelligente. Le gouvernement togolais travaille en synergie avec les États de la sous-région ouest-africaine afin d'identifier les voies et moyens pour relever les défis que posent les changements climatiques. C'est dans cet ordre d'idée que le pays s'est résolu à engager par l'intégration de l'environnement et particulièrement la ques-

tion des changements climatiques dans le nouveau plan stratégique de développement 2020-2025, décliné en feuille de route ministérielle dont le projet 35 est dédié à la réponse aux risques climatiques. Les zones agro climatiques sont définies par les relations entre les systèmes agronomiques/agricoles et le climat, tandis que les zones agro-écologiques sont définies par les relations entre les systèmes agronomiques/agricoles et divers facteurs environnementaux, non exclusivement climatiques.

Avec Vert-Togo

## FIFA-The Best

## Les grands absents

En l'absence des trophées du Ballon d'Or, les trophées FIFA - The Best auront bien plus de visibilité cette saison. Récompenses attribuées par la FIFA, l'association qui gère le football mondial, elles livreront leur verdict le 17 décembre prochain. Ainsi, on connaîtra le meilleur joueur, le meilleur coach ou encore le meilleur gardien de la saison. Et dans ces différentes catégories, on dénombre plusieurs absents.

Déjà au niveau des joueurs, ils sont onze à avoir été sélectionnés. On retrouve quatre joueurs de Liverpool comme Vigil van Dijk, Sadio Mané, Mohamed Salah et Thiago Alcantara (vainqueur de la Ligue des Champions avec le Bayern Munich), deux parisiens avec Neymar et Kylian Mbappé ainsi que des habitués comme Kevin De Bruyne, Sergio Ramos, Lionel Messi et Cristiano Ronaldo. Robert Lewandowski est donc le seul joueur actuel-

lement au Bayern Munich à figurer dans cette liste. On peut donc regretter l'absence de joueurs réguliers de bout en bout lors de cette année 2020 avec le Rekordmeister comme Joshua Kimmich, Thomas Müller, Serge Gnabry, Alphonso Davies ou encore Manuel Neuer. Important avec le PSG, Marquinhos aurait pu être de la partie comme Marcel Sabitzer pour Leipzig, Ciro Immobile pour la Lazio ou surtout Erling Haaland (RB Salzbourg puis Borus-



sia Dortmund). Pour ce qui est des coaches, Hans-Dieter Flick (Bayern Munich), Julen Lopetegui (Séville) et Jürgen Klopp (Liverpool) sont présents. La nomination de Zinedine Zidane (Real Madrid) est sujette au débat alors qu'il n'a gagné que la Liga sans briller sur la scène européenne. Celle de Marcelo Bielsa (Leeds) est encore plus surprenante puisque son fait d'arme est d'avoir ramené les Peacocks en Premier League. Avec un jeu léché certes mais cela est plutôt déroutant alors que Julian

Nagelsmann (RB Leipzig), Gian Piero Gasperini (Atalanta), Thomas Tuchel (Paris Saint-Germain) auraient mérité leur place. Au niveau des gardiens enfin, Keylor Navas (PSG), Jan Oblak (Atlético), Thibaut Courtois (Real Madrid), Marc-André ter Stegen (FC Barcelone), Manuel Neuer (Bayern Munich) ou encore Alisson Becker (Liverpool) ont été choisis. Six éléments performants et réguliers sur la saison qui, pour le coup, ne souffrent pas vraiment de la moindre contestation.

Avec footmercato.net

Principaux pays partenaires

Principaux clients (% des exportations)	2017
Burkina Faso	17,9%
Bénin	14,3%
Ghana	7,6%
Niger	6,4%
Inde	6,1%
Mali	5,7%
Côte d'Ivoire	5,5%
Nigéria	4,8
Emirats Arabes Unis	3,5%
Australie	3,2%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

Principaux fournisseurs (% des importations)	2017
Chine	19,6%
France	10,8%
Japon	5,1%
Pays-Bas	5,0%
Ghana	4,1%
Inde	3,6%
Belgique	3,2%
Arabie Saoudite	3,2%
Allemagne	3,1%
Nigéria	3,0%

Source : Comtrade, dernières données disponibles

https://import-export.societegenerale.fr/fr/fiche-pays/togo/indicateurs-croissance


**africabourse**

Arrangeur et Chef de file

 Programme d'émission de billets de trésorerie sur le marché  
financier régional de l'UEMOA - GVS SA 7,00%

**TRANCHE 1**
**MONTANT DE L'OPÉRATION**  
2 MILLIARDS FCFA

**PRIX UNITAIRE**  
5 000 000 FCFA

**TAUX D'INTÉRÊT**  
**7,00%**  
BRUT L'AN\*

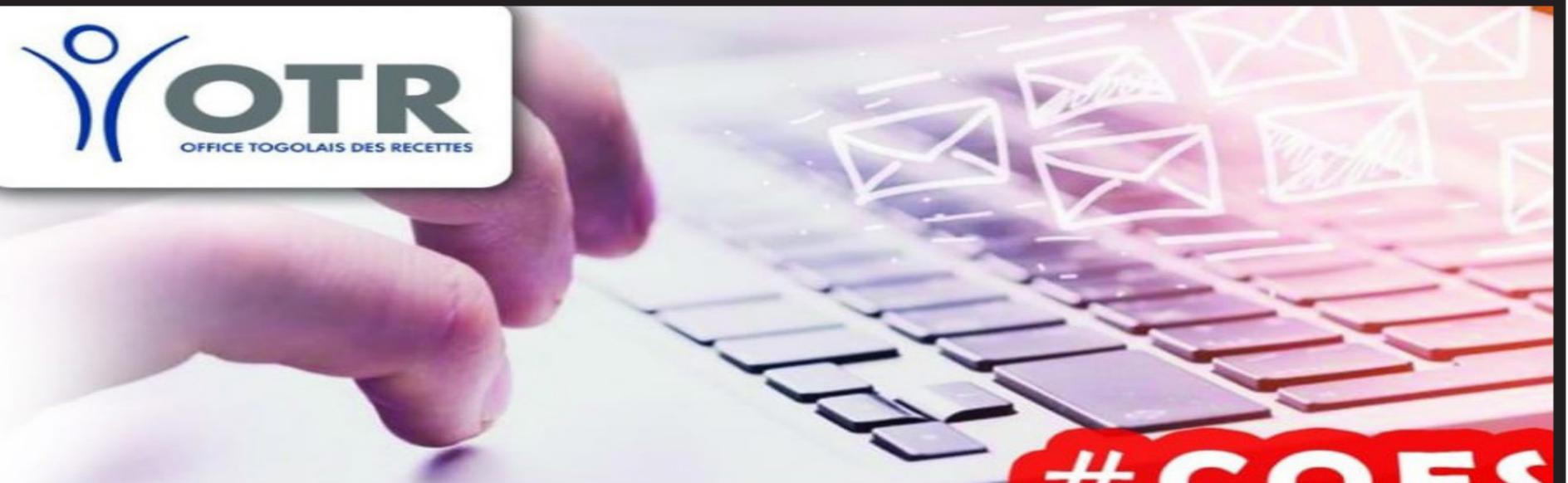
**PERIODE DE SOUSCRIPTION**  
DU 16 NOVEMBRE AU 04 DÉCEMBRE 2020

 [www.africabourse.com](http://www.africabourse.com)
 [africabourse@africabourse.com](mailto:africabourse@africabourse.com)

RENSEIGNEZ-VOUS DANS NOS BUREAUX DE CÔTE D'IVOIRE, DU TOGO ET DU BENIN



(+225) 77-08-07-07 / (+228) 93-03-84-18 / (+229) 60-29-73-73


**#CQFS**

Avez-vous des interrogations sur les formalités au Cadastre ?  
L'OTR est à votre écoute. L'OTR met à votre disposition un bureau dédié pour le traitement de vos plaintes. En 48h seulement, vous recevrez une suite à votre plainte. Vous pouvez aussi envoyer vos requêtes sur la plateforme numérique dédiée via : [www.otr.tg](http://www.otr.tg) ou [www.dadc.gouv.tg](http://www.dadc.gouv.tg)



Office Togolais des Recettes - OTR